

PRÉFACE

DE GENEVIÈVE AZAM

Le livre de Niko Paech, économiste allemand, illustre la vitalité et la diversité des déconstructions de la religion de la croissance. La post-croissance ou la décroissance sont des concepts à plusieurs dimensions, suscitant une diversité d'interprétations et de propositions, de chemins, alors que le monde présent, toujours orienté vers la croissance infinie et le pillage, est devenu insoutenable. La croissance économique, comme processus régulier, continu, auto-entretenu, appartient au passé, malgré les illusions de la croissance verte et dématérialisée et celles d'un sursaut technologique.

Les analyses et propositions contenues dans ce livre sont inspirées par la conscience d'un effondrement de nos sociétés et de leurs promesses. La conjonction de ruptures écologiques, sociales, économiques n'est pas une crise, un mal passager d'où pourrait surgir un monde meilleur une fois la croissance retrouvée. Cette vision ne peut résister ni à l'irruption d'événements irréversibles, imprévisibles, ni à l'expérience sensible de la démesure. Le réchauffement climatique est à cet égard emblématique : il est désormais enclenché, indépendamment de notre volonté, et il est non négociable. Il reste à le freiner, à s'y adapter et à chercher d'autres manières d'habiter la Terre et de vivre ensemble, en inventant dès aujourd'hui le monde d'après. Peut-être même est-ce une chance, une dernière chance de bifurquer et d'abandonner l'impasse d'un chemin dessiné selon les seuls canons d'une histoire linéaire et continue, propulsée par le vent du progrès conçu comme norme historique.

Il est temps, écrit Niko Paech, d'éprouver la vulnérabilité des sociétés de croissance et d'édifier des mondes résilients, capables de faire face aux menaces et aux chocs, de s'adapter à de nouvelles conditions de vie sur la Terre, et d'y trouver les voies et les raisons pour faire valoir la justice, la solidarité et un art du bien-vivre. Cette résilience se distingue d'une capacité à rebondir, véhiculée par l'imaginaire de la croissance : la post-croissance n'engage pas à des actions et innovations supplémentaires mais au « renoncement inventif » qui libère du superflu.

La forme et le contenu de ce livre expriment un engagement personnel et le souci de propositions concrètes et à notre portée. Son apport est singulier. En France, une des sources majeures de la décroissance fut la critique du développement comme projet « d'occidentalisation du monde » selon les termes de Serge Latouche. Cette critique est allée de pair avec le refus de tout économisme, libéral, marxiste ou « décroissantiste » : la décroissance n'est pas une croissance négative ou une croissance zéro, elle est un choix politique qui conduit à une réduction volontaire de l'utilisation de l'énergie et des matériaux, à une redéfinition des besoins et au choix d'une « abondance frugale ». Ces réflexions ont croisé les travaux d'Ivan Illich, d'André Gorz, et bien d'autres¹.

Le parcours de Niko Paech se nourrit davantage de l'économie écologique, celle d'Herman Daly, de Roefie Hueting, de Tim Jackson, d'une macroéconomie et d'une prospérité sans croissance. Cet ouvrage peut être lu comme un manuel de la transition, dont les clés résident dans les réductions des échelles de production et de consommation, dans la diminution drastique de la production industrielle. Pour atteindre ces objectifs, l'engagement des sujets individuels est nécessaire car le délabrement du monde n'est pas dû seulement à l'avidité du capital mais aussi à la culture de la consommation et de la mobilité ainsi qu'à l'accélération², qui se perpétuent à travers un endettement écologiquement et financièrement

1 Serge Latouche, *Les précurseurs de la décroissance, une anthologie*, Le passager clandestin, 2016.

2 Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte, coll. « Théorie critique », 2010.

insupportable. Les chemins proposés – budget carbone individuel, temps de travail, « déglobalisation » et articulation des échelles de production, décélération – et les analyses sous-jacentes sur le travail, la monnaie, la richesse, sont sujets de débats, souvent vifs dans l’Hexagone, mais nécessaires pour une post-croissance ou une décroissance soutenable au lieu de l’insoutenabilité de l’austérité et de la récession.

Geneviève Azam, économiste.

INTRODUCTION

VIVRE AVEC MOINS : ET SI L'ON Y GAGNAIT ?

Ce livre sert un but modeste : faciliter la rupture avec un modèle de développement qui dépend de la croissance économique, et qui, pour cette raison, n'est plus défendable. Plusieurs évolutions longtemps minimisées en attestent. Les crises de l'endettement et les crises financières, qui paraissent insolubles, forcent à s'interroger : quelle part de notre richesse actuelle aurait réellement vu le jour si les États ne s'étaient pas endettés continuellement, et de plus en plus ? La raréfaction des combustibles fossiles, des terres rares, des métaux et des terres, que la croissance a pillés sans ménagement, assigne à ce modèle des limites plus nettes encore.

Dopées par la mondialisation, la consommation et la mobilité ont atteint un niveau considérable ; pris dans ce mouvement, nous dépendons toujours plus de chaînes d'approvisionnement et de dynamiques de marché supra-régionales. Sans leur intrication complexe et, de fait, incontrôlable, nous n'aurions jamais atteint un tel niveau de richesse, car c'est seulement à travers ces marchés mondialisés que la division industrielle du travail a pu déployer tout son potentiel. Cependant, on perçoit aussi, à cette échelle, de nombreux points de rupture. La richesse accumulée jusqu'au vertige est un château de cartes. Plus l'échafaudage est élevé et instable, plus la chute est rude lorsque tout s'effondre. Et la base se fissure déjà.

Est-ce au fond une si mauvaise nouvelle ? L'écosphère éreintée aurait de toute façon besoin d'une pause. Mais ce répit est inconcevable tant que l'économie poursuivra sa croissance. Lorsqu'on tente, au sein d'un système économique en croissance, de s'attaquer à un problème écologique donné,

d'autres surgissent ailleurs. L'échec fantastique de toutes les tentatives pour protéger l'environnement grâce à des innovations techniques, au lieu d'opter pour le démantèlement d'un modèle industriel ruineux, évoque irrésistiblement cette hydre dont chaque gueule tranchée laisse place à deux nouvelles. Car si l'on supprime la technologie en cause, de nouvelles initiatives et de nouveaux objets deviennent nécessaires pour garantir une circulation suffisante de monnaie, pour augmenter le produit intérieur brut (PIB).

Le constat, répété et commenté à satiété depuis des décennies, selon lequel le PIB ne rend pas compte du bien-être des sociétés modernes, est un constat *a minima*. En réalité, on ferait mieux de considérer le PIB comme une mesure de la destruction de l'environnement. Il agrège tous les biens et services issus de la division du travail – toutes ces choses produites pour être échangées contre de la monnaie. Or, précisément, cet échange ne peut être écologiquement neutre. Du simple fait qu'ils représentent chacun un titre de créance sur une valeur matérielle, un euro, un dollar ou un yen neutre en carbone n'existent pas.

Peut-on concevoir un bénéfice ou une satisfaction extérieur à l'individu, mais ne relevant d'aucun flux de matière et d'énergie ? Non : un surcroît de valeur purement qualitatif, complètement dématérialisé, ne pourrait trouver sa source que chez le sujet lui-même. L'origine n'en serait pas alors un secteur productif segmenté, avec ce que cela implique en termes d'occupation d'espace, mais les réalisations et les songes d'individus capables de multiplier les satisfactions à partir de l'existant, de lui insuffler un sens nouveau. Or, ce processus ne peut ni s'exprimer en valeur monétaire, ni même relever de ce que nous appelons l'économie. Surtout, ses effets sont nécessairement limités. Ne peut croître au sens économique du terme que ce que l'on extrait d'une source extérieure en dépensant de l'argent et de l'énergie – donc en provoquant, fatalement, une destruction.

Ce livre ne prétend pas traiter exhaustivement des liens entre croissance et soutenabilité écologique. Il se concentre sur trois thèses.

- Notre mode de consommation, dans sa soif perpétuelle de croissance, est le résultat d'un pillage écologique planétaire. Attribuer nos acquis matériels à des gains d'efficacité ou au génie créatif de l'espèce humaine, c'est se

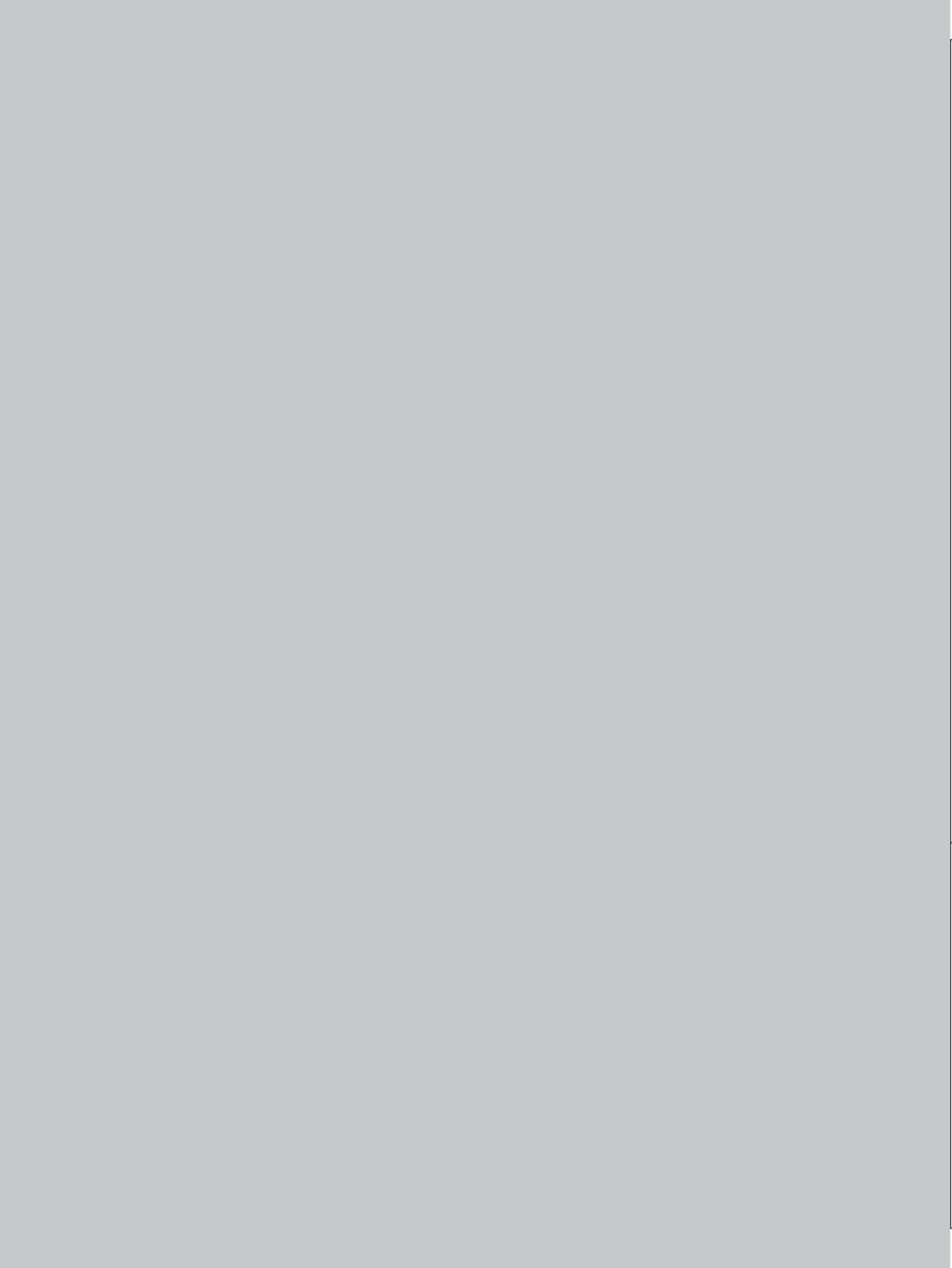
bercer d'illusions. Cette thèse apparaîtra plus clairement en examinant les trois processus d'*illimitation*³ qui façonnent l'existence moderne. Les gens vivent au-dessus de leurs moyens, s'appropriant des choses sans relation avec leurs propres capacités. Par trois fois, leurs exigences sont déconnectées : déconnectées du présent et de ses possibles, déconnectées de leurs aptitudes corporelles, déconnectées des ressources locales et régionales (chap. 1-3).

- Tous les efforts pour défaire le lien entre une croissance économique tirée par l'innovation d'une part, et les dégâts environnementaux d'autre part, sont dans le meilleur des cas voués à l'échec. La plupart du temps, ils aboutissent à une aggravation de la situation (chap. 4-5).

- Impossible d'imaginer une société de post-croissance sans une réduction drastique de la production industrielle. Mais un tel programme aurait aussi pour effet de renforcer notre stabilité économique et notre sécurité en matière d'approvisionnement, notre *résilience*. Et loin de signifier un renoncement, il ouvrirait la voie à une vie plus heureuse (chap. 6).

Nous nous dispersons aujourd'hui dans une sphère de consommation qui accapare nos sens et dévore notre ressource la plus précieuse, le temps. En nous délestant d'une partie de nos richesses, nous pourrions nous concentrer sur l'essentiel, au lieu de nous ruer dans les magasins, de courir sur un tempo fou imposé par d'autres à nous en faire tourner la tête. Consommer peu de choses, mais plus intensément, et à cette fin en ignorer d'autres souverainement. Cela signifierait moins de stress, et plus de joie. Enfin et en bref, le seul principe d'organisation sociale et individuelle encore responsable au ^{xxi}e siècle se nomme *réduction* – compris comme l'abandon de ce superflu qui encombre nos existences, et qui nous rend en même temps si vulnérables.

3 *Entgrenzung*, littéralement suppression (*Ent-*) des limites (*Grenzen*). Ce concept central pour l'auteur, où se reflètent les critiques d'Ivan Illich et Ernst Schumacher, est systématiquement traduit par *illimitation* dans les pages qui suivent. L'adjectif *entgrenzt* (*von...*) devient en français « déconnecté de ». Toutes les notes sont du traducteur.



VIVRE AU-DESSUS DE SES MOYENS : UN NOUVEAU DROIT DE L'HOMME ?



Pour comprendre la thèse selon laquelle nous devons notre richesse à un pillage écologique global, jetons un œil sur la crise des dettes souveraines en Europe. Le sauvetage de la Grèce et d'autres pays membres de l'Union européenne à bout de souffle, toujours présenté comme une question fatidique, s'est négocié sur une base remarquable. Un même et unique raisonnement s'est imposé dans le camp néolibéral et à gauche : les fonds de secours mis en place, monstruosité incalculable, sont certes coûteux et leur succès si incertain qu'il s'agit tout au plus de gagner du temps. Mais l'alternative, qui est l'abandon de l'euro, serait encore plus coûteuse et, de plus, anti-sociale, précisément pour un pays comme l'Allemagne. La valeur du Deutsche Mark réintroduit monterait en flèche tandis que les autres monnaies chuteraient. Les exportations allemandes seraient grevées, entraînant inévitablement dans leur chute le produit intérieur brut et notre capacité à financer notre degré actuel de richesse. Les Allemands devraient alors se contenter d'un moindre niveau de vie, résultant d'échanges à la fois moins étendus et moins dynamiques. Horreur ! À entendre les tirades catastrophées des lobbyistes en cravate de l'Union européenne, on croirait que l'Allemagne avant l'euro était une sorte d'économie de subsistance, coupée de toute relation avec le monde extérieur, végétant pitoyablement derrière les autres nations.

EUROPE : LA GRANDE MOBILISATION

Dans cette discussion, dictée par la peur, sur le sauvetage de l'euro, personne n'invoque le soulagement pour la biosphère et notamment pour le climat, que représenterait le choix de freiner délibérément l'économie européenne, dans sa double dynamique d'expansion et de mobilité des personnes. Car rien ne malmène l'environnement plus durement que ce projet d'intégration, porté aux nues par certains. La logique actuelle du développement européen est d'une simplicité confondante : il s'agit de faire disparaître tout ce qui pourrait freiner l'extension de la production agricole ou industrielle, de la construction de logements et d'infrastructures,

des frets routier, maritime et aérien, enfin d'un nomadisme éducationnel, professionnel et de loisir dopé au kérosène. On nous assure que ce processus d'*illimitation*, de suppression des limites, augmentera notre liberté et démultipliera les choix qui s'offrent à nous. Les investisseurs pourront ainsi passer outre toutes les barrières institutionnelles et géographiques. Les différences de productivité encore apparentes seront résorbées, les marchés lointains conquis d'autant plus aisément qu'il n'existera plus ni frontière, ni risque de change, ni coût du transport, ni tracasseries liées à la planification, aux autorisations administratives ou à la diversité des législations. Dans des discours solennels, on appelle cela l'« harmonisation ».

Cette pénétration réciproque des espaces, ce quasi-impérialisme, concerne également les individus : ce qui ici ne me plaît pas, ce qui ne marche pas, ne m'apporte pas de reconnaissance, ne comble pas mes désirs d'accomplissement, m'ennuie ou exige de moi des efforts d'adaptation trop importants, je peux peut-être l'obtenir ailleurs dans ce système intégré européen et même mondial. À l'instar d'une administration contrainte de proliférer parce que ses affaires dépassent de loin sa circonscription, le sujet mobile est tenu d'élargir constamment son rayon d'action. Le bonheur n'est jamais qu'à quelques heures de train ou d'avion – du moins pour celles et ceux qui se disent « à l'étroit » ici et qui veulent croire en un « ailleurs » plein de promesses. Et si, pourtant, les sujets modernes ne fuyaient que devant leurs propres limites ?

Semblables à ces entreprises modernes qui, pour maximiser leurs profits, segmentent leur chaîne de production à l'extrême sur des milliers de kilomètres, les modes de vie deviennent une suite d'événements délocalisés et optimisés au nom de la réalisation individuelle. Il ne s'agit plus seulement des vacances, mais des études, des liens sociaux et affectifs, de l'engagement politique, des activités artistiques, du quotidien professionnel, du shopping, des activités sportives, de l'ensemble des loisirs, jusqu'à la mode récente du *clubbing* européen.

Chaînes de valeur et modes de vie sans frontière ne sont pas des effets secondaires du zèle européiste, mais bien le but visé, l'essence même de ce processus d'« harmonisation » et d'« intégration ». Il s'agit, au prix de

dévastations toujours nouvelles, de maximiser la valeur, de maximiser les options de réalisation individuelle. Le démantèlement des obstacles à ce processus – liés notamment à la diversité culturelle et institutionnelle – et les subventions massives aux infrastructures engendrent d'ailleurs une pression, psychologique et financière, pour s'adapter rapidement à ce nouvel état de fait. Ce qui était autrefois impossible devient maintenant possible, mais en même temps l'incertitude grandit, car toutes ces entités en interaction peuvent aussi jouer les unes contre les autres. La plus petite entreprise, le village le plus reculé se voient contraints de s'armer pour la compétition européenne et mondiale. Sans qu'on puisse dire s'il s'agit d'une réaction défensive ou offensive, des investissements dans les transports et autres grands projets inutiles paraissent alors inévitables. La conséquence bien connue est une course aux infrastructures qu'aucune ville ne peut remporter parce qu'elle est sans fin. Dans tous les cas, c'est l'écosphère qui est perdante.

AVOIR MAINTENANT, PAYER PLUS TARD

Le syndrome d'endettement est un autre indice soulignant que notre richesse prospère sur une forme d'irresponsabilité institutionnalisée. Lorsqu'un producteur s'endette pour financer les achats de fournitures nécessaires aux prochaines commandes, il doit pouvoir rembourser son prêt. En cas de non-remboursement, ils est déclaré insolvable et sa production s'arrête. Une telle régulation ne semble pas exister pour les États. Ils peuvent distribuer sans limites des cadeaux financés à crédit, surtout lorsqu'il s'agit de préserver notre dynamique d'expansion face au risque de stagnation, ennemie mortelle du soi-disant progrès.

L'idée d'avoir-maintenant-ce-qu'on-payera-plus-tard illustre *l'illimitation* temporelle. Parce que nous ne nous satisfaisons pas de ce que nous pouvons obtenir par notre propre travail, nous épuisons nos réserves. C'est s'accaparer des ressources qui s'amenuisent, ou compter sur un travail qui n'a pas encore été accompli. Notre niveau d'endettement ne donne pas seulement la mesure de notre avidité et de notre impatience, mais aussi

celle d'une *irresponsabilité* organisée – et ce dans le sens originel de l'expression : ils ne vivent pas encore, ceux envers qui nous aurions à *répondre* de cette vie au-dessus de nos moyens. Jetons les dettes suffisamment loin dans le futur : nous réduisons d'autant le degré de liberté et les opportunités offertes aux prochaines générations.

Face à une telle défaillance morale, comment nos contemporains éclairés se protègent-ils de tout scrupule ? En entretenant un paradoxe : les conséquences des excès présents sont enfouies sous un édifice rhétorique où l'avenir est rituellement, religieusement glorifié. L'*innovation* et la *croissance*, au service officiel du bien-être des générations futures, sont au cœur de ce système de croyances. La première réparant les dégâts écologiques, la seconde apurant la dette. Grâce à ce système pour le moins aventureux, il devient possible de simuler la responsabilité face à ceux qui nous suivront.

Même lorsqu'une dette peut être remboursée au terme d'un processus de planification, et non repoussée dans l'avenir, elle ne paraît justifiée que si la croissance économique est au rendez-vous. Qui s'endette pour revenir, après paiement, à sa situation de départ ? Exception faite des cas d'urgence, le recours au crédit sert à la construction d'un capital qu'on espère toujours valoriser pour atteindre un plus haut degré de possibilités matérielles. Ce qui est vrai pour le capital financier, immobilier ou industriel ne l'est pas moins pour le « capital humain » : ainsi un prêt étudiant n'a souvent pour but que de pouvoir prétendre à un plus haut revenu. L'endettement peut aussi servir une consommation provisoire, comme une croisière de huit semaines en Amérique latine. Cela suppose soit de compter sur une croissance du revenu suffisante pour rembourser son prêt, soit de réduire son train de vie à l'avenir. Mais cette dernière alternative est-elle bien séduisante ? Qui goûte un plaisir présent en sachant qu'il devra le compenser par une privation équivalente ? Un tel jeu à somme nulle contredirait trop ouvertement l'actuelle philosophie du progrès. Ce serait d'ailleurs un jeu perdant, à cause des intérêts accumulés sur la dette. Sans croissance, décidément, les dettes ne valent pas le coup.